

Rapport de l'Évaluation Rapide des besoins

**Province du Nord-Kivu
Territoire de Lubero
Collectivité/Chefferie des Bamate
Groupement Buhimba**

Localité Lubango

Zone de santé rurale d'Alimbongo

Date de l'évaluation : Du 17/12/ au 19/12/2018

Date du rapport : 10/01/2019

Pour plus d'information, Contactez :
Directeur Consortium RRMP GNK / Ituri
est.rmp.coo@solidarites-rdc.org,
+243 970 021 121 / +243 817 374 259

Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise

Nature de la crise :	X Conflit X Mouvements de population ☐ Epidémie ☐ Crise nutritionnelle		☐ Catastrophe naturelle ☐ Crises électorales ☐ Autre
Date du début de la crise :	05/10/2017	Date de confirmation de l'alerte :	Septembre 2018 (pic des retours)
Code EH-tools			
Si conflit :			
Description du conflit	Depuis le mois d'octobre 2017 à avril 2018, la localité de Lubango avait été le théâtre des conflits armés entre FARDC et groupes armés Maï-Maï Mazembe suite à l'occupation de la zone par ces derniers. Ces attaques auraient été suivies de pillage des biens de la population, des boutiques, de vol ainsi que de l'incendie des bureaux de l'État-civile et du groupement Buhimba. Ainsi après accalmie dans la région, des mouvements de retour ont été amorcés par ces populations vers mi 2018 avant de s'accroître vers décembre 2018. Au total, environ 3680 ménages seraient déjà de retour dans la zone d'origine.		

Rapport des évaluations rapides multisectorielles à Lubango en décembre 2018



Localité/village (si possible, coordonnées GPS)	Ménages des autochtones avant fuite	Déplacés à cause de cette crise	Ménages des retournés depuis avril à décembre 2018	Réfugiés/rapatriés	%
Lubango Lat : 0° 18' 48,48"S Long 29° 12' 54,41"E	3764	-	3680	-	

Différentes vagues de retour depuis les 2 dernières années

Date	Effectifs des ménages retournés	Provenance (zones de fuite)	Cause de retour
D'avril à décembre 2018 (Lubango)	3680	Kitsombiro, Lubero, Kaseghe, Mambasa, Alimbongo, Mighobwe, Kirumba, Kanyabayonga, Butembo	- La reprise de la zone par les FARDC en avril 2018 et installation des services de sécurité (PNC, l'ANR et les autorités politico-administratives ; - L'accalmie observée dans la zone depuis la restauration de l'autorité de l'État en avril 2018.

Sources :

- Secrétaire de groupement (+243 993121321), IT CS Kilonge (+243 977819037), Dr Kizito (+243 970591778) ; Chef de village (+243 9974471545), DP EP Vuhimba (+243 971609999), Société civile (+243 9712227881).

Dégradations subies dans la zone de retour	Vol des produits vivriers de la population, pillage des biens ménagers de valeur, pillage des boutiques des commerçants de Lubango et incendie des maisons des populations et autres infrastructures.	
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	En km : 5 à 70 km En temps parcouru : 1 à 2 jours à pied ou par véhicule.	
Lieu d'hébergement	☐ Communautés d'accueil ☐ Sites spontanés ☐ Centres collectifs	☐ Camps formels X Autres : Propres maisons et maisons de location.
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	Une accalmie est observée depuis fin avril 2018 jusqu'à la date des évaluations, raison principale de retour estimé à environ 97,8% de la population.	

Si épidémie : Aucune épidémie n'est dans la zone. Mais les dispositions pratiques pour la prévention de la maladie à virus Ebola sont mises en place par le BCZS d'Alimbongo.

Rapport des évaluations rapides multisectorielles à Lubango en décembre 2018



Fonds
Humanitaire
RDC



Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)				
Zones de santé	Cas confirmés	Cas suspects	Décès	Zone de provenance
ZSR d'Alimbongo	Aucun cas.			
Perspectives d'évolution de l'épidémie	Aucune			

Rapport des évaluations rapides multisectorielles à Lubango en décembre 2018



Techniques de collecte utilisées	- Contact avec les autorités locales de la zone ; - Organisation des groupes de discussions mixtes et séparés sur l'aperçu général de la zone ; - Entretiens avec les informateurs clés sur les différents thèmes relatifs à l'évaluation ; - Récolte d'informations dans les ménages ; - Visite des infrastructures scolaires, sanitaires et d'assainissement ; - Analyse des marchés de la zone.
Composition de l'équipe	- <i>Sifa Muyisa (agent évaluateur): +243 997677032</i> - <i>Claude Kyahimba (agent évaluateur): +243 995228668</i> - <i>Obady Sikivahwa (chef d'équipe d'évaluation): +243 972232156</i>

Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiés (en ordre de priorité par secteur, si possible)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
Besoins en sécurité alimentaire et moyens de subsistance - Insuffisance des vivres dans les ménages : les champs auraient été dévastés et animaux domestiques pillés pendant la crise ; - Faible capacité des ménages à subvenir à leurs besoins alimentaire en quantité et en qualité suite à la hausse des prix des denrées alimentaires au niveau des marchés, obligeant ainsi les ménages à consommer des aliments peu nutritifs et de faibles coûts ; - Difficulté d'exercer le petit commerce faute d'accès sécuritaire.	- Organiser une distribution classique/cash de/pour vivres ou une foire aux vivres ; - A moyen terme, relancer les projets agricoles, piscicoles, d'élevage et d'appui aux AGR pour l'auto prise en charge des communautés dans leurs zones d'origines.	Les retournés
Besoins en AME - Insuffisance d'articles ménagers au sein des ménages des retournés suite à l'abandon et au pillage des AME pendant le conflit.	- Organiser une distribution d'inkinds ou Cash et/ou foire aux AME en faveur des retournés vulnérables.	Les retournés vulnérables
Besoins santé et nutrition - Besoin d'infrastructures : Faible capacité d'accueil des infrastructures sanitaires ; - Besoins en intrants : Insuffisance d'intrants au niveau des structures sanitaires de la place ; - Besoins de prise en charge médicale : il s'observe une certaine insolvabilité des patients.	- Réhabiliter les infrastructures des structures sanitaires de la zone afin d'augmenter leur capacités d'accueil tout en misant sur la qualité des soins ; - Mécaniser le personnel de santé dont plus 80% est non payé par l'État et pris en charge localement ; - Appuyer les structures de santé en intrants	Les retournés des aires de santé de Lubango et de Kilonge

Rapport des évaluations rapides multisectorielles à Lubango en décembre 2018



Besoins en éducation - Besoins en kits : Insuffisance des kits scolaires et kits enseignants observés dans la quasi-totalité des écoles de la zone ; - Besoin de prise en charge financière pour la scolarisation des enfants : les parents éprouvent la difficulté de payer les frais scolaires pour leurs enfants (environ 55% d'enfants retournés n'étudient pas).	- Subvention des frais scolaires ; - Mécanisation des enseignants ; - Distribution des kits didactiques - Apport des kits scolaires des élèves (fournitures et uniforme) ; - Organiser une cantine scolaire ; - Appui à la construction et réhabilitation des écoles de la place ; - Organisation d'une école « centre de récupération scolaire ».	- Enseignants, - Enfants en âge scolaire.
Besoins Eau, hygiène et assainissement - Besoin d'une eau de qualité en quantité : la couverture en eau est faible dans la zone ; - Besoin de réhabilitation des ouvrages d'eau : la plupart des ouvrages d'eau sont vétustes ; - Nécessité d'augmenter la capacité de la zone en latrines hygiéniques : insuffisance de latrines dans la zone ; - Besoins en sensibilisation en vue d'un éveil de conscience en matière d'hygiène.	- Réaliser une évaluation technique Wash dans la zone en vue d'un dimensionnement plus précis des besoins en EHA ; - Aménager et/ou réhabiliter des sources d'eau ; - Faciliter l'accès à l'eau potable produit par les adductions de la zone via la restructuration du réseau ; - Aménager des latrines familiales pour une meilleure couverture des besoins identifiés en assainissement ; - Renforcer les capacités locales en hygiène et assainissement.	Les retournées
Besoins logistiques Le tronçon Kitsombiro-Lubango est en état de délabrement avancé, d'où des embourbements fréquents sur l'axe.	- Réhabiliter la route Kitsombiro-Lubango via Itili pour faciliter l'accès à la zone.	Les retournés et les opérateurs.
<i>Les secteurs concernés sont : Protection, Sécurité alimentaire/vivres, Moyens de subsistance, Abris, Articles ménagers essentiels, Eau-hygiène-assainissement, Santé, Nutrition, Education, Logistique</i>		

Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide

Aucun risque n'a été signalé.

Toutefois, comme c'est la période de campagne, il y a risque que certains candidats malins s'approprient l'aide pour leur positionnement.

Notons aussi un risque d'infiltration de la population de Kirikiri et de Kipese dans la zone lors de ciblage car ils seront tentés de se faire enregistrer comme retourné de Lubango, alors qu'ils avaient été assistés en aout 2018 dans le même contexte.

Mitigation :

- Sensibilisation de la communauté sur les principes humanitaires de base durant toutes les activités pour dissocier les activités humanitaires à celles politiques ;

	- Sensibiliser les leaders communautaires locaux sur leur rôles dans le suivi des mouvements de populations vu les risques d'appels d'air ; - Collaborer avec les autres acteurs intervenant dans la même zone en vue d'une harmonisation de données.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	Les conflits préexistants peuvent être accentués en cas de : - Radiation des ménages ciblés avec score de vulnérabilité inférieur au seuil/mandats des projets notamment les critères de vulnérabilités AME, vivres ; - Non-respect des principes humanitaires de base et de la redevabilité ; - Non implication des leaders locaux et de la communauté dans la mise en œuvre des activités. Mitigation : Forte sensibilisation en amont sur les critères de vulnérabilité, le respect des principes humanitaires et l'implication de l'ensemble de la communauté dans la mise en œuvre des activités humanitaires.
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	Vu l'accessibilité de la zone et sa proximité aux agglomérations de Butembo, Lubero et Kitsombiro, aucun risque de distorsion dans l'offre et la demande de services n'est à envisager sauf en cas de restriction d'accès sécuritaires dans ces agglomérations.

Accessibilité

1.3 Accessibilité physique

Type d'accès	Lubango est accessible en véhicule par deux voies : - De Lubero-Lubango via Bikara et Itili : cette route ne permet pas aux véhicules d'accéder à la zone suite à la présence des ponts en état de délabrement avancé. Pourtant c'est l'axe routier le mieux indiqué pour accéder à Lubango. - De Lubero-Lubango via Kitsombiro : Cette route est accessible pendant la saison sèche, elle est étroite réduisant ainsi les marges de manœuvres en cas de dépassement des véhicules. De Lubero à Lubango le véhicule fait une heure et demie.
---------------------	---

1.4 Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	La zone est sécurisée par la PNC, les FARDC et l'ANR avec l'appui des autorités locales. Depuis que ces services opèrent à Lubango et ses environs, la zone est hors des menaces sécuritaires. Une étroite collaboration avec ses services pourrait positivement influencer la mise en œuvre sécurisée des activités humanitaires.
Communication téléphonique	Vodacom, Airtel et orange couvrent la zone.
Stations de radio	Aucune station de radio n'est opérationnelle dans la zone. Toutefois les Radios communautaire de Kipese et 2 radios communautaires de Kitsombiro sont largement suivies dans la zone.

Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

1.5 Protection

1.5.1 Incidents de protection rapportés dans la zone

Plusieurs abus auraient été commis aux civils tant en période d'occupation de la zone par les Maï-Maï qu'à la période de la libération par les FARDC. Il est à noter :

- Des cas d'arrestations arbitraires suivies de tortures des civils ;
- De tueries des civils ;
- Le pillage des biens des civils ;
- L'occupation de la concession de l'école primaire Lubango par les FARDC ;
- Des tracasseries de la population aux passages des barrières ;
- La multiplication des taxes illégales ;
- L'utilisation abusive des populations pour le transport des biens pillées dans leurs propres ménages ;
- Violences faites aux femmes par les militaires FARDC (deux cas enregistrés au centre de santé de référence de Lubango)

Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Les arrestations arbitraires et torture des civils pendant l'occupation de la zone par les Maï-Maï (en octobre 2017) et par les FARDC (en mars 2018)	Lubango	Présumés Maï-Maï et Elément loyalistes	Environ 15 personnes	Les uns seraient accusés de collaborer avec les services étatiques. Ils seraient amenés à Byanze (5 personnes) où ils auraient subi des tortures par les Maï-Maï ; D'autres seraient accusés de collaborer avec les groupes armés suite à l'identification de leurs fils dans les groupes armés (environ 10 personnes dont 2 mamans). Ceux-ci ont été incarcérés à la prison centrale de Lubero et à Kitsombiro avant d'être libéré sous des frais conséquents.
Tueries des civils	Lubango	Présumés Maï-Maï	3 personnes	Parmi les 5 personnes arrêtées à Lubango et amenés à Byanze, 3 auraient subi des tortures qui leur auraient causé la mort. Les 2 autres auraient été libérées quatre jours après avoir payé une somme importante d'argent à leurs ravisseurs.
Pillages des biens des civils	Lubango	Elément loyalistes	Plus de 10 boutiques et des centaines des maisons	Les biens auraient été pillés par certains éléments loyalistes après conquête de la zone qui était sous contrôle des Maï-Maï.
Occupation de la concession de l'école (EP Lubango) par les FARDC	Lubango	Elément loyalistes	1 École	La présence des militaires dans la concession de l'école exposerait les élèves à divers risques sécuritaires et/ou de protection. À la rentrée scolaire en septembre 2018, les élèves auraient ramassés trois engins explosifs dans la cour de l'EP Lubango.

Rapport des évaluations rapides multisectorielles à Lubango en décembre 2018



Taxes illégales, tracasseries et travaux forcés des civiles		Maï-Maï et Elément loyalistes	2	La population civile serait contrainte de payer 500Fc aux barrières érigées par les groupes armés sur l’axe Lubango-Kitsombiro, Lubango-Bikara et Lubango-Kirikiri ; Ceux qui fréquentent le marché devaient payer une somme de 500Fc aux éléments Maï-Maï comme taxe d’accès ; Chaque fermier devait payer chaque mois une chèvre pour nourrir les porteurs d’armes ; Les motards étaient forcés de transporter les biens pillés par les militaires de Lubango vers Kitsombiro.
1.5.2 Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	Pour le moment la cohabitation entre les différentes ethnies de la zone est bonne.			
Existence d’une structure qui gère le cas d’incident rapporté.	La PNC, les autorités administratives locales et les FARDC gèrent les cas de protection. Les cas de violences sexuelles sont pris en charge par le centre de santé de référence de Lubango.			
Impact de l’insécurité sur l’accès aux services de base	- Hausse des prix des denrées alimentaires sur les marchés ; - Insolvabilité des patients (IDP et autochtones) au centre de santé faute des moyens financiers et difficile accès aux soins de santé primaire ; - Insolvabilité en milieu scolaire et déscolarisation ; - L’accès très limité aux zones de production agricole réduit le revenu de la population ; - Psychose de la population face aux services étatiques (La population a peur de collaborer avec les services étatiques sous peine d’être torturé s’il y aurait encore nouvelle occupation d’autre tendance).			
Présence des engins explosifs	La présence d’engins explosifs avaient été signalés en septembre 2018 dans la cours scolaire de l’EP Lubango.			
Perception des humanitaires dans la zone	Des sources locales ont indiqué que la présence des humanitaires serait un appui psycho-social pour la population de la zone. Les humanitaires sont bien perçus.			
1.5.3 Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d’intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	-	-	-	-

1.5.4 Gaps et recommandations

- ✓ Instauration de l'autorité de l'État sur toute la zone ;
- ✓ Absence des acteurs humanitaires protection ;
- ✓ Non libération de certaines personnes arbitrairement arrêtées.

Recommandations

- Approfondir l'analyse protection
- Plaider pour renforcer des projets de prise en charge psycho-social des cas de violences sexuelles, torture, autres formes de violence dans la zone.

1.6 Sécurité alimentaire

1.6.1	Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	La non satisfaction des besoins alimentaires par les ménages est lié à l’occupation de la zone par les groupes armés d’octobre 2017 à mars 2018 et aux affrontements entre les Maï-Maï et les FARDC de février à avril 2018. Actuellement, les ménages accèdent à un repas par jour composé des tubercules accompagnés des légumes. Suite à la faible production agricole, les ménages n’ont pas des stocks de vivres.		
1.6.2	Production agricole, élevage et pêche	- Les principales cultures de la zone sont les pommes de terre, le haricot, le maïs et les cultures maraichères (choux, poireaux, choux fleurs). Signalons que le blé se cultive aussi dans la zone, mais en petite quantité. - Les conflits fonciers seraient aussi vécus dans la zone et auraient comme source la vente illicite des portions de terres par les chefs aux plus riches pour le reboisement et irrigation des fermes, au détriment de pauvres paysans. Ceci entraine le manque de terre pour faire l’agriculture. Il a été signalé aussi que suite à l’infertilité du sol, les agriculteurs se déplacent à une distance de 3 heures de marche à pied (à Byanze) une zone d’insécurité pour ouvrir des nouveaux champs propices à l’agriculture ; - Avant le déplacement, l’élevage des poules, des lapins, des cobayes et des chèvres se pratiquait dans la zone. Suite au pillage des animaux domestiques par les assaillants, la population est de plus en plus appauvrie et la carence en protéine animale sévit de plus en plus dans les ménages.		
1.6.3	Situation des vivres dans les marchés	Deux marchés sont organisés, le jeudi (à Kilonge) et le vendredi (à Lubango) avec une insuffisance des vivres. Ce qui entraine la hausse de prix de certaines denrées alimentaires. A titre d’exemple, un seau de 10kg de cossette de manioc qui coutait auparavant 2000FC coute actuellement 3000FC, un bassin de pommes de terre qui coutait 3000FC se négocie actuellement à 5000Fc. Ceci s’explique par la rareté des denrées alimentaires sur le marché suite à l’insécurité dans les zones de production. Ces deux marchés accueillent les vendeurs qui viennent de Hutwe et Byanze amenant les cossettes de manioc, d’autres d’Alimbongo avec les maïs et l’éleusine et d’autres encore de Kitsombiro avec les produits manufacturés. Il a été signalé que la plupart des vendeurs qui viennent de Hutwe et Byanze retournent avec les produits manufacturés après la vente des produits agricoles.		
1.6.4	Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	Pour faire face à la crise, les ménages optent pour la consommation des produits moins couteux et non préférés et pour la réduction du nombre et de la quantité de repas		
1.6.5 Réponses données				
Réponses données	Organisation s impliquées	Zone d’intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune réponse n’a été signalée				



1.6.6 Gaps et recommandations

- Appuyer les ménages en intrants agricoles (semence, outils aratoires,...) et en géniteurs pour les animaux de basse cours et le petit bétail pour relancer l'agriculture et l'élevage dans la zone ;
- Accompagner et sensibiliser la population sur les méthodes naturelles de fertilisation du sol ;
- Plaider pour un positionnement des acteurs humanitaires sur le projet ICLA sur la gestion des conflits fonciers ;
- Plaider pour une assistance en sécurité alimentaire d'urgence (distribution des vivres).

1.7 Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.			
Impact de la crise sur l'abri	Les familles retournées sont logées dans des abris détruits partiellement qu'ils ont abandonnés pendant longtemps. Actuellement ces abris les exposent aux intempéries avec risque de contacter des IRA en dormant en même sur le sol suite au pillage de leurs biens.			
Type de logement	☐ Site spontané ☐ Camp formel	☒ Maison propre ☒ Maison louée ☒ Maison empruntée gratuitement ☐ Pas d'information Si logement en location, indiquer le prix estimatif 8000fc/mois		
Accès aux articles ménagers essentiels	Suite aux hostilités qui opposaient les FARDC et les Mai-mai; la population de Lubango aurait abandonné leurs effets de ménage. Les quelques articles qu'elle utilise dès le retour, sont ceux à mauvais état ou abandonnés par les pilleurs ; ou cédés par les voisins, amis ou les membres de famille.			
Possibilité de prêts des articles essentiels	Les familles utilisent des AME vétustes et insuffisants comme les leurs étaient pillés. Tantôt ils s'entre prêtent des articles à utiliser selon le rapprochement familial.			
Situation des AME dans les marchés	Depuis leur retour, les prix des AME n'ont pas tellement variés sur le marché ; sauf il se pose le problème de moyens financiers insuffisants de la population pour y accéder.			
Faisabilité de l'assistance ménage	L'assistance en AME dans les ménages ne peut poser aucun problème et aucun conflit n'a été rapporté dans la communauté. Depuis le retour, la zone est stable.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Pas d'assistance organisée en faveur de la population de Lubango depuis la crise.				
Gaps et recommandations	Gap : Insuffisance remarquable des AME dans la plupart des ménages visités à Lubango. Recommandation : organiser une assistance en AME via la foire ou cash.			

1.8 Moyens de subsistance

1.8.1 Moyens de subsistance

Les principales activités de la zone sont l'agriculture, l'élevage de petit bétail et des animaux de basse cours, le petit commerce des vivres et des biens manufacturés, la production de jus de maïs.

Les moyens de subsistances sont limités suite au manque d'intrants agricoles et de géniteurs pour l'agriculture et l'élevage. Le commerçant des produits manufacturés n'arrive plus à relancer leurs activités suite au pillage qu'ils ont subi et qui aurait réduit fortement leur capital.

1.8.2 Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées

Les agriculteurs et les éleveurs éprouvent des difficultés à se procurer les géniteurs et intrants agricoles suite à l'insécurité dans leur zone de production (à Byanze). Aussi, les commerçants ont du mal à renforcer leur capital pour mener normalement leurs activités suite au pillage subi lors de la crise, mais aussi l'incertitude de la situation sécuritaire.

1.8.3 Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune assistance humanitaire n'est signalée dans la zone				

1.8.4 Gaps et recommandations

- Restaurer la sécurité dans les zones de production agricole et d'élevage ;
- Plaider pour une assistance en intrants agricoles et les géniteurs pour relancer l'agriculture ;
- Réhabiliter l'axe Bikara-Lubango pour l'évacuation des produits agricoles et l'approvisionnement facile en produits manufacturés.

1.9 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

1.9.1 Analyse des marchés	Lubango a des petites boutiques de détaillants avec quelques AME (bassin, casserole, habits, souliers, cuvette...) et produits manufacturés alimentaires (sel, biscuit, boisson alcoolisée et non alimentaires (comme les lotions, les pièces de rechanges, ...). Signalons que la plupart de ces commerçants ont d'autres boutiques ainsi que leur dépôt à Kitsombiro, milieux qu'ils considèrent comme le plus sécurisé pour protéger leurs biens. Ils se ravitaillent à partir de Butembo en produits manufacturés alimentaire et non alimentaires. Qu'à cela ne tienne, les commerçants ont déclaré avoir une capacité de répondre aux besoins en AME de la population retournée et qu'il leur faut 4 jours pour un bon ravitaillement.
1.9.2 Existence d'un opérateur pour les transferts	Lubango ne dispose pas d'institution de microfinance pouvant permettre le transfert d'argent. Deux petites boutiques d'Airtel money existent dans la zone et n'ont pas la capacité pouvant même faire une transaction de 100 USD. Toutefois, la cité de Lubero et la ville de Butembo situées non loin de la zone disposent des prestataires des services avec des capacités pouvant faciliter les opérations d'une intervention en cash.

1.10 Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui X Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.	
Risque épidémiologique	RAS	
Accès à l'eau après la crise	Il existe à Lubango un réseau d'adduction d'eau potable, des sources aménagées et non aménagée toutes en usage de la communauté. La plupart des sources aménagées sont en état de délabrement. L'adduction affiche de dysfonctionnement sur sa trajectoire. Tantôt éclosion des tuyaux, tantôt insuffisance d'eau au niveau des bornes fontaines. Par défaut du matériel d'analyse et des réactifs, l'évaluation « wash » ne s'est pas réalisée mais l'on a répertorié les potentielles sources de la zone (voir annexe).	
Type d'assainissement	Estimatif du % de ménages avec des latrines : Moins de 10% de la population disposerait des latrines hygiéniques	Défécation à l'air libre : ☒ Oui ☐ Non
Village déclaré libre de défécation à l'air libre	☐ Oui X Non	
Pratiques d'hygiène	Estimatif du % de ménages avec des dispositifs de lavage de mains : 0% Type de produit utilisé _RAS	
Réponses données		

Rapport des évaluations rapides multisectorielles à Lubango en décembre 2018



Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune intervention depuis cette crise n'a été rapportée.				
Gaps et recommandations	Recommandation : Évaluation sectorielle « Wash » approfondie pour identifier : Gaps : - Les sources non-aménagées aménageables ; - Les sources d'eau en destruction à réhabiliter ; - Les problèmes de l'adduction ; - Les structures sans infrastructures d'assainissement (écoles, structures sanitaires, marché) pour la construction des latrines, douches, fausses à placenta, incinérateur, trous à ordures, impluviums...			

1.11 Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.	
Risque épidémiologique	RAS	
Impact de la crise sur les services	☐ Centres de santé, occupés ou pillés zone de départ, combien __RAS__	Centres de santé détruits, occupés ou pillés zone d'arrivée, combien RAS__

Indicateurs santé (vulnérabilité de base)

Indicateurs collectés au niveau des structures	CS Kilonge	CSR Lubango	Moyenne
Taux d'utilisation des services curatifs	15,48%	66,6%	41,04%
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	16%	10,7%	13,35%
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aiguës (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	31%	27,3%	29,15%
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	20%	8%	14%
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème (taux de malnutrition)	12,4%	18,2%	15,3%
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans	0%	0%	0%

Services de santé dans la zone La zone est couverte par deux aires de santé ; celle de Kilonge et celle de Lubango.

Structures santé	Type	Capacité (Nb patients)	Nb personnel qualifié	Nb jours rupture médicaments traceurs	Point d'eau fonctionnel	Nb portes latrines
Lubango	CSR	42	16	00	01	06

Rapport des évaluations rapides multisectorielles à Lubango en décembre 2018



Kilonge	CS	28	04	07	00	04
---------	----	----	----	----	----	----

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune assistance spécifique liée à la crise n'est signalée. Toutefois IMA supplée en antipaludéens les structures sanitaires de la place.				

Gaps et recommandations

- Faire une évaluation sectorielle approfondie « santé » dans la zone ;
- Faire un plaidoyer pour appuyer la réhabilitation et la construction des infrastructures de santé afin d'augmenter leur capacité et la qualité des soins ;
- Mécaniser le personnel de santé dont plus 80% est non payé par l'Etat, par conséquent pris en charge localement ;
- Plaider pour la gratuité des soins dans la zone.

1.12 Éducation

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.																						
Impact de la crise sur l'éducation	☐ Écoles détruites, occupées ou pillées zone de départ, combien _____ ☒ Écoles détruites, occupée ou pillées zone d'arrivée, combien <u>1</u> (une position FARDC dans la concession)			Y-a-t-il des enfants déscolarisés parmi les populations en déplacement ? ☒ Oui, ☐ Non Si oui, combien de jours de rupture <u>30</u>																			
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	Donner une indication du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise par catégorie de population pertinente <table border="1" style="width: 100%;"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Total</th> <th>Filles</th> <th>Garçons</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Retournés déscolarisés vu la crise</td> <td>1.9%</td> <td>1%</td> <td>0.9%</td> </tr> <tr> <td>Retournés non scolarisés</td> <td>55%</td> <td colspan="2">Soit 2233 enfants</td> </tr> </tbody> </table>							Catégorie	Total	Filles	Garçons	Retournés déscolarisés vu la crise	1.9%	1%	0.9%	Retournés non scolarisés	55%	Soit 2233 enfants					
Catégorie	Total	Filles	Garçons																				
Retournés déscolarisés vu la crise	1.9%	1%	0.9%																				
Retournés non scolarisés	55%	Soit 2233 enfants																					
Indicateurs Éducation	Indicateurs Éducation <table border="1" style="width: 100%;"> <thead> <tr> <th>Indicateurs collectés au niveau des structures</th> <th>Lubango</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Taux de scolarisation filles</td> <td>49%</td> </tr> <tr> <td>Taux de scolarisation garçons</td> <td>51%</td> </tr> </tbody> </table>							Indicateurs collectés au niveau des structures	Lubango	Taux de scolarisation filles	49%	Taux de scolarisation garçons	51%										
Indicateurs collectés au niveau des structures	Lubango																						
Taux de scolarisation filles	49%																						
Taux de scolarisation garçons	51%																						
Services d'Éducation dans la zone	<table border="1" style="width: 100%;"> <thead> <tr> <th>Écoles</th> <th>Type</th> <th>Nb d'élèves</th> <th>Nb enseignants</th> <th>Ratio élèves/enseignants</th> <th>Ratio élèves/salle de classe</th> <th>Point d'eau fonctionnel <500m</th> <th>Ratio latrines/élèves (F/G)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td> </td> <td> </td> <td> </td> <td> </td> <td> </td> <td> </td> <td> </td> <td> </td> </tr> </tbody> </table>							Écoles	Type	Nb d'élèves	Nb enseignants	Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle de classe	Point d'eau fonctionnel <500m	Ratio latrines/élèves (F/G)								
Écoles	Type	Nb d'élèves	Nb enseignants	Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle de classe	Point d'eau fonctionnel <500m	Ratio latrines/élèves (F/G)																

Rapport des évaluations rapides multisectorielles à Lubango en décembre 2018



Lubango	Catholique	927	22	41	41	464	52
Vuhimba	NC	238	6	40	40	236	40
Kiluvo	CBCA	442	10	44	44	442	63
Mope	CEPAC	226	6	38	38	226	33
Total ou moyenne		1833	44	41	41	342	47

Capacité d'absorption

Les écoles visitées dans la localité de Lubango ont une capacité d'absorption. C'est seulement l'état d'assainissement et des bâtiments scolaires pour les EP Kiluvo et Mope qui n'offrent pas un cadre protecteur et pédagogique.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Depuis la crise, pas d'acteur éducation qui se serait positionné dans la zone pour une certaine assistance				

Gaps et recommandations

Le problème qui est dans la zone par rapport à l'éducation est que, les parents d'écoliers ne sont pas à mesure de : payer les frais scolaires, les doter en outils de travail ; les fournir de la nourriture avant ou après la classe. Ensuite, la mécanisation totale d'encadreurs (68%) est toujours réclamée par la majorité. La présence des bâtiments en risque à l'EP Lubango, Kiluvo et Mope, et l'insuffisance d'ouvrages d'assainissement mettent les parents dans une inquiétude.

Recommandations :

- distribuer les kits écoliers, kit enseignants et kits récréatif
- réintégrer les enfants déscolarisés ou non scolarisés de la zone (55%) par des centres de rattrapage ou de récupération scolaire
- réduire le taux élevé d'insolvabilité (75%)
- mécaniser la totalité d'enseignants,
- réhabilitation et/ou construction d'écoles et d'ouvrages d'assainissement (rares dans la plupart d'écoles)
- initier la cantine scolaire (ration alimentaire) car il nous a été rapporté qu'un bon nombre d'enfants n'a pas accès à la nourriture avant ou après la classe.

Annexe

1 : Démographie de l'évaluation : la zone est couverte de deux aires de santé : AS Lubango et Kilonge.

Aire de santé	Villages	Population
Lubango	Lubango Mavono	2863 habitants
	Vusonzoro	2678 habitants
	Kaseghe	2565 habitants
	Kaleveryo	2041 habitants
	Kyanzavu	2122 habitants
	Nguramo	1494 habitants
	Total 1	13763 habitants
Kilonge	Kilonge	4363 habitants
	Itili	2363 habitants
	Manga	1593 habitants
	Total 2	8319 habitants
Total général		22082 habitants
		Environs 3680 ménages

Annexe 2 : Liste des personnes interviewées



liste des interviewés.pdf

Annexe 3 : Liste des sources de la zone

Zones	Types de sources	Ratio	Qualité
Lubango (Sources aménagées)	1. Source simple aménagée par CEPROSSAN en 2003 (Vuseso)	nd	Bon état physique, sans particularité physique à la vision et au dégustage. Ne tarit jamais
	2. Réseau WIMA vers 1998 (Vulenera)	nd	En mauvais état physique. Change la coloration en cas de pluie. En voie de destruction totale.
	3. Source simple aménagée 2003 par CEPROSSAN (Vuhundu)	nd	L'eau change de couleur en période de pluie, ne tarit pas ; l'aire de puisage est détruite.
	4. Source simple aménagée CEPROSSAN en 2003 (Mulungulu)	nd	Sans particularité physique, ne tarit pas
	5. Source simple aménagée CEPROSSAN en 2003	nd	Destruction avancée, aire de puisage détruite ; l'eau change de couleur et d'odeur ; Captage détruit.

Rapport des évaluations rapides multisectorielles à Lubango en décembre 2018



6. Réseau WIMA 1998 (Vusonzoro)	nd	Partiellement détruit mais sans particularité physique ; ne tarit jamais
7. Réseau WIMA 1998 (Kaseghe)	nd	Partiellement détruit au niveau de captage (érosion), change de coloration ; ne tarit jamais
8. Source simple aménagée par CEPROSSAN 2003 (Kiluvo)	nd	Presque détruite, pas de tuyau, ne tarit pas mais change de coloration en cas de pluie
9. Source simple aménagée par CEPROSSAN en 2003 (Kanzoka)	Nd	Aire de puisage détruite, change de coloration
10. Source simple aménagée par CEPROSSAN 2007 (Malera)		Sans particularités, en bon état
11. Source simple aménagée (Vukwika) par ISDR Kitsombiro en 2009		État physique moyen, change de coloration
12. Source simple aménagée par CEPROSSAN en 2004 (Kiragho)		Sans particularité, aire de puisage manquant de tuyaux
13. Source simple aménagée par CEPROSSAN en 2003 (Luthale)		Sans particularités, bon état physique
14. Source simple aménagée par CEPROSSAN en 2003 (Kyanzoghuh)		Détruite, bonne qualité d'eau
15. Source simple aménagée par CEPROSSAN en 2003 (Vuthwanganza)		Bon état, ne tarit jamais
16. Source simple aménagée par PPSSP en 2014 (Kuninga)		Diminution de débit, tuyau cassé, en voie de destruction
17. Réseau WIMA 1998 (Mavono)		Détruit, produit de l'eau sale (larves), captage détruit, aire de puisage détruite, diminution de débit
18. Source simple aménagée par PPSSP 2014 (Musaka)		Construite dans le bas-fond, change de coloration en cas de pluie ; diminution de débit, en voie de destruction physique
19. Source simple aménagée par PPSSP en 2014 (Manga I)		Bon et sans particularités, sauf travaux d'assainissement
20. Source simple aménagée par PPSSP en 2014 (Kalambi)		Bon et sans particularités
21. Source simple aménagée par CEPROSSAN en 2009 (Kithothokwe)		Bon et sans particularités
22. Source simple aménagée par Solidarités International en 2014 (Mighotho)		Bon état physique et sans particularités
23. Source simple aménagée par solidarités International en 2014 (Lulera)		Bon et sans particularités
24. Source simple aménagée par Solidarités International en 2014 (Kalambi Isingiro)		Bon et sans particularités

Rapport des évaluations rapides multisectorielles à Lubango en décembre 2018



	25. Source simple aménagée par PPSSP en 2015 (Kisisi)		Bon et sans particularités
	26. Source simple aménagée par Solidarités International (Manga II)		Bon et sans particularités
Lubango (Sources non aménagées)	27. Kahuka		Sont des sources non aménagées mais en usage de la population.
	28. Mukohwa		
	29. Kiliviro		
	30. Kaleveryo		
	31. Kalambi, Q. Kasonzoro		
	32. Makwe		
	33. Kanighi		
	34. Kamole		
	35. Busonzoro		
	36. Mbovothe		
	37. Lughumba		
	38. Kalambi, Q. Kathondi		
	39. Vukwika		

Annexe 2 : Contacts de l'équipe d'évaluation

- Sifa Muyisa (agent évaluateur): +243 997677032
- Claude Kyahimba (agent évaluateur): +243 995228668
- Obady Sikivahwa (chef d'équipe d'évaluation): +243 972232156

Annexe 3 : Photos



Sources d'eau utilisée par la population de la zone